



Arrêt

n° 149 058 du 2 juillet 2015
dans l'affaire X/ III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative.**

LA PRESIDENTE F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 juillet 2015, par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13 *septies*), pris à son égard, le 29 juin 2015 et notifié le même jour.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 2 juillet 2015 convoquant les parties à l'audience du 2 juillet 2015 à 10h00.

Entendu, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M.LYS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. MATRAY loco Me D. MATRAY, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Par courrier du 2 juillet 2015, la partie défenderesse a informé le Conseil que la partie requérante allait être libérée.

A l'audience, le conseil de la partie requérante confirme l'information et signale que son client sera libéré ce jour à 14h30. Interrogé sur la persistance de l'imminence du péril, il convient que l'extrême urgence n'est plus justifiée.

2. L'article 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers (RP CCE) stipule que, si l'extrême urgence est invoquée, la demande de suspension doit contenir un exposé des faits qui justifient cette extrême urgence.

En outre, conformément à l'article 39/82, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, la suspension de l'exécution d'un acte administratif ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Il résulte de ce qui précède que les trois conditions susmentionnées doivent être remplies cumulativement pour qu'une demande de suspension d'extrême urgence puisse être accueillie.

3. Il ressort donc du courrier de la partie défenderesse et des débats à l'audience que le requérant sera libéré dans les heures à venir.

Il n'y a dès lors pas imminence du péril à cet égard ; la partie requérante n'arguant d'aucun autre élément à ce titre.

Le péril imminent n'étant pas démontré, il en résulte que l'extrême urgence n'est pas établie en l'espèce.

Par conséquent, la première condition cumulative visée *supra* n'est pas remplie.

Partant, la demande de suspension est irrecevable.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le deux juillet deux mille quinze par :

Mme B. VERDICKT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme. D. PIRAUX greffier assumé

Le greffier, La présidente,

D. PIRAUX B. VERDICKT